



Le Courrier de la Marche Mondiale des Femmes contre les Violences et la Pauvreté - N° 323 - 4 novembre 2016

Bonjour, voici quelques textes, rendez-vous et communiqués concernant les droits des femmes, en espérant qu'ils vous seront utiles. Ceci est un bulletin de collecte d'informations, ce qui veut dire que nous ne sommes pas obligatoirement d'accord avec tout ce qui est écrit (sauf pour les communiqués signés Marche mondiale des Femmes).

Si vous recevez ces informations plusieurs fois (attention, vérifiez que l'expéditeur est bien directement la Marche) ou si vous ne voulez plus les recevoir, répondez à ce mail. Faites passer à vos réseaux et ami-es.

Blog : <http://marchemondialedesfemmesfrance.org/>

Facebook : www.facebook.com/marchemondialedesfemmes2015

SOMMAIRE

- 1 - Les françaises veulent l'égalité des salaires ! : Rassemblement 7 novembre - Paris et ailleurs
- 2 - Appel des Glorieuses: des initiatives partout le 7 novembre à 16h34 - Page 2
- 3 - Les françaises veulent l'égalité des salaires ! - Les Effrontées - Page 2
- 4 - Rendez-vous manifestation 25 novembre à Paris - Appel suit - Page 2
- 5 - Déclaration de la Marche Mondiale des Femmes sur la Détention des Femmes en Diyarbakir, Turquie - Page 2
- 6 - Syrie : Le viol, arme de destruction massive en Syrie - lemonde.fr - Page 3
- 7 - Pourquoi les Islandaises ont arrêté de travailler à 14h38 le lundi 24 octobre - lemonde.fr
- 8 - Octobre 1975, le jour où les Islandaises se mirent en grève - tv5monde - Page 6
- 9 - Déclaration de la Marche Mondiale des Femmes - 10^e réunion internationale à Maputo (Mozambique) - Femmes en résistances, construisant des alternatives pour un monde meilleur - Page 8
- 10 - Et si Jean-Frédéric Poisson se taisait à propos de l'avortement ? - Claire Serre-Combe - Huffington Post - Page 9
- 11 - Outils et pistes d'actions féministes contre les violences faites aux femmes : réflexions et échanges d'expériences - Maison des femmes de Paris - 17 novembre - Page 10
- 12 - Débat : « Le système prostitueur : Un enjeu social et politique » - Regards de Femmes - Lyon - 17 novembre - Page 10
- 13 - Soirée/Film sur Maya Surduts - Atalante - Paris - 17 novembre - Page 11
- 14- Femmes handicapées : la violence en plus ! - 18 novembre - Coutances - Comité Manche Droits des femmes et FDFA - Page 11
- 15 - Rencontre-débat : « Au-delà des violences... » - FDFA - Paris - 22 novembre - Page 11
- 16 - Cinéma : Les portes d'Arcadie de Carole Grand - 17 novembre - Paris - Page 12
- 17 - Livre : Pax neoliberalia. Perspectives féministes sur (la réorganisation de) la violence - Jules Falquet - Page 12

MOBILISATIONS

- 1 - Les françaises veulent l'égalité des salaires ! : Rassemblement 7 novembre - Paris et ailleurs

Les françaises veulent l'égalité des salaires !

RASSEMBLEMENT

Lundi 7 novembre à 16h34 précises - Place de la République

Venir vêtues de rouge

Suite à l'appel des Glorieuses, et sans projet de rassemblement à Paris, plusieurs associations féministes et organisations réunies à Paris ce jeudi pour préparer la manifestation du 25 novembre, appellent à un rassemblement le 7 novembre à 16h34, en espérant que vous pourrez venir nombreuses.

2 - Appel des Glorieuses: des initiatives partout le 7 novembre à 16h34

Chères toutes et tous, en réponse au mouvement des Islandaises, nous lançons le mouvement du 7 novembre 2016, 16h34. Si les femmes étaient payées comme les hommes, elles devraient, pour toucher le même salaire qu'aujourd'hui, s'arrêter de travailler à ce moment précis.

Voici le lien de l'événement : <https://www.facebook.com/events/169712343487629/>

Ce mouvement n'a pas de maternité, il appartient à nous toutes et on peut se l'approprier comme on le souhaite. Nous espérons vivement que votre organisation se joindra au mouvement !

Exemples de participation : participer au [Thunderclap](#), créer une photo de profil, partir du travail symboliquement le 7 novembre à 16h34, organiser une marche, etc...

A bientôt et merci de le diffuser dans vos réseaux.

3 - Les françaises veulent l'égalité des salaires ! - Les Effrontées

À partir du 7 novembre prochain à 16h34 (et 7 secondes), les femmes travailleront "bénévolement". Si les femmes étaient payées comme les hommes, à poste et à responsabilités égales, elles devraient s'arrêter de travailler à ce moment précis. « Les glorieuses » proposent de suivre l'initiative des islandaises qui ont été 90 % à faire grève contre les inégalités salariales.

En France, tous temps de travail confondus, les hommes gagnent 25 à 27 % de plus que les femmes. En temps plein, les femmes ont en moyenne un salaire de 19 % inférieur à celui des hommes. Plus on progresse dans l'échelle des salaires, plus l'écart entre les femmes et les hommes est important. Le tiers des femmes actives en France sont à temps partiel (donc à salaire partiel et plus tard à retraite partielle) et la moitié d'entre elles sont cantonnées dans seulement 11 des 86 Catégories socioprofessionnelles répertoriées par l'INSEE, où on retrouve les métiers les plus précaires : caissières, vendeuses, femmes de ménage, femmes de chambre, secrétaires, infirmières etc.

Des grèves des femmes, il y en a beaucoup ! Les caissières sous-payées de Carrefour Market, les femmes de ménages des hôtels de luxe, les femmes de ménage grecques du Ministère du budget ou encore les femmes sans papiers qui ont occupé leur ongles / salon de coiffure. Bravo à elles !

Les effronté-e-s se rassembleront ce lundi 7 novembre à 16h34 précise, place de la République. À travail égal, nous méritons un salaire égal !

4 - Rendez-vous manifestation 25 novembre à Paris - Appel suit

25 novembre 2016 : Debout contre les violences faites aux femmes

MANIFESTATION

18h30 de Bastille à République. Et on reste sur place !

Si possible, venez habillées en blanc.

INTERNATIONAL

5 - Déclaration de la Marche Mondiale des Femmes sur la Détention des Femmes en Diyarbakir, Turquie

Suite à la détention, le 25 Octobre 2016, des co-maires de la Municipalité Métropolitaine de Diyarbakir, Mme Gültan Kisanak et Mr. Firat Anli, membres du Parti Populaire Démocrate, accusés d'avoir des liens terroristes, la police a attaqué aujourd'hui les manifestant.e.s qui protestaient

contre ces arrestations illégales et anti-démocratiques de personnes démocratiquement élues, en utilisant du gaz lacrymogène et des canons à eau contre la foule.

Lors de cette attaque brutale de la police devant la municipalité de Diyarbakir de nombreuses femmes ont également été détenues. Parmi elles se trouve Sultan Safak, militante Kurde et membre du Secrétariat Européen de la Marche Mondiale des Femmes.

Nous appelons à la solidarité internationale et à des actions urgentes pour faire entendre nos voix. Nous protestons vivement contre ces arrestations illégales et exigeons la libération immédiate de notre sœur et de toutes les femmes qui ont été arrêtées au cours de cette manifestation.

Nous continuerons à marcher jusqu'à ce que toutes les femmes soient libres! En solidarité!

Marche Mondiale des Femmes

6 - Syrie : Le viol, arme de destruction massive en Syrie - lemonde.fr

C'est le crime le plus tu, perpétré actuellement en Syrie. Un crime massif, organisé par le régime et réalisé dans les conditions les plus barbares. Un crime fondé sur l'un des tabous les mieux ancrés dans la société traditionnelle syrienne et sur le silence des victimes, convaincues de risquer le rejet par leur propre famille, voire une condamnation à mort. Alma, 27 ans (les noms des victimes ont été changés), est allongée, décharnée, sur un lit d'hôpital au cœur d'Amman. Elle ne marchera plus, sa colonne vertébrale a été brisée par les coups administrés par un milicien du régime avec la crosse de son fusil. Dès les premiers mois de la révolution, cette mère de quatre enfants, diplômée en gestion, s'est engagée résolument du côté des rebelles, livrant d'abord de la nourriture et des médicaments, puis transportant des munitions dans un paquet noué sur son ventre afin de passer pour une femme enceinte.

« Tu voulais la liberté, eh bien la voilà » : Arrêtée un jour à un check point dans la banlieue de Damas, elle est restée pendant trente-huit jours dans un centre de détention des services de renseignement de l'armée de l'air, entourée par une centaine de femmes. « Abou Ghraïb, à côté, devait être un paradis », lâche-t-elle avec un pauvre sourire, allusion à la prison américaine en Irak. « J'ai tout eu ! Les coups, le fouet avec des câbles d'acier, les mégots de cigarette dans le cou, les lames de rasoir sur le corps, l'électricité dans le vagin. J'ai été violée - les yeux bandés - chaque jour par plusieurs hommes qui puient l'alcool et obéissaient aux instructions de leur chef, toujours présent. Ils criaient: "Tu voulais la liberté ? Eh bien la voilà !" »

Toutes les femmes, explique-t-elle, en plus de leurs souffrances, pensaient que leur famille les tueraient si elles apprenaient leur sort. Sa détermination à s'engager dans l'Armée libre n'en était que renforcée. A sa sortie, elle est devenue l'une des rares femmes chef de bataillon, à la tête de vingt hommes, avant d'être grièvement blessée et évacuée en Jordanie par ses camarades.

C'est un crime qui anéantit les femmes, détruit les familles et disloque les communautés. Un crime que les hordes de réfugiés fuyant la Syrie pour les pays alentour désignent comme la cause principale de leur départ, mais que les enquêteurs de l'ONU et toutes les ONG peinent à documenter tant le sujet est douloureux. Un crime absent des discussions de Genève alors qu'il obsède les Syriens et hante des dizaines de milliers de survivantes. Le viol. L'arme de guerre secrète de Bachar Al-Assad.

Des centaines de milliers de Syriens ont afflué en Jordanie, et c'est là que nous avons pu, grâce à des médecins, avocates, psychologues, collecter et croiser de nombreux témoignages ainsi que rencontrer, en face-à-face, plusieurs victimes. Entretiens douloureux et sous haute pression: « *Ma vie est entre vos mains.* »

« *Atteindre les pères, frères et maris* » : « Il est grand temps que ce scandale soit dénoncé publiquement !, estime l'ancien président du Conseil national syrien, Burhan Ghalioun, membre influent de l'opposition. Car c'est cette arme, selon moi, qui a fait basculer dans la guerre notre révolution qui s'était voulue pacifique. » Dès le printemps 2011, raconte-t-il, des campagnes de viols

par les milices ont été organisées à l'intérieur des maisons alors que s'y trouvaient les familles. Des filles ont été violées devant leur père, des femmes devant leur mari. Les hommes devenaient fous et hurlaient qu'ils allaient se défendre et venger leur honneur. « Je pensais, moi, qu'il fallait tout *faire* pour ne pas *entrer* dans une phase militarisée, qu'*armer* la révolution allait *multiplier* par cent le nombre de morts. Mais la pratique du viol en a décidé autrement. Et je crois que Bachar l'a voulu ainsi. Une fois les révolutionnaires armés, il lui était facile de justifier les massacres de ceux qu'il appelait déjà "les terroristes". »

Thèse difficile à vérifier. Ce qui est avéré, en tout cas, c'est que les violences sexuelles n'ont fait que croître, contribuant au climat de terreur. « Les femmes servent d'instruments pour *atteindre* les pères, frères et maris, dénonce l'écrivaine Samar Yazbek, réfugiée en France. Leurs corps sont des champs de torture et de bataille. Et le silence de la communauté mondiale sur cette tragédie me semble assourdissant. »

Plusieurs organisations internationales ont fait état des viols commis par le régime - Amnesty International, l'International Rescue Committee, la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, Human Rights Watch... Mais toutes évoquent l'extrême difficulté à obtenir des témoignages directs, le silence obstiné des victimes, la peur des crimes d'honneur perpétrés contre les femmes violées et l'anxiété née de la perception généralisée qu'une femme arrêtée par le régime a forcément été violée.

Un rapport particulièrement bien documenté, publié en novembre 2013 par l'Euro-Mediterranean Human Rights Network, confirme l'ampleur du phénomène et proclame l'urgence d'enquêter sur ces crimes de guerre qui, si leur planification était avérée, pourraient être qualifiés de crimes contre l'humanité. « Le régime a fait des femmes ses premières cibles », affirme Sema Nassar, l'auteure principale du rapport, jointe par Skype, et dont les deux sœurs viennent tout juste d'être arrêtées. « Elles sont visées, en tant que telles, par les snipers, notamment les femmes visiblement enceintes, *précise-t-elle*. Elles servent de boucliers humains, comme dans le quartier Ashria d'Homs, en février 2012, quand l'armée a forcé des femmes à *marcher* devant les troupes ou les a même fait *monter* dans les tanks pendant des patrouilles. Elles font l'objet de kidnappings pour rançons et échanges. Les violer systématiquement, qu'elles aient 9 ans ou 60 ans, est une façon de détruire durablement tout le *tissu* social. »

Violées collectivement sous l'œil d'une caméra : Oui, elle a des histoires à raconter, Sema Nassar. Des cas précis, datés. Des dizaines. Comme celui de cette jeune fille d'Hama, actuellement réfugiée aux Etats-Unis, qui se trouvait chez elle avec ses trois frères quand des soldats ont fait irruption, et ont exigé que les trois jeunes gens violent leur sœur. Le premier a refusé, on lui a coupé la tête. Le deuxième a refusé, il a connu le même sort. Le troisième a accepté, ils l'ont tué sur la fille qu'ils ont eux-mêmes violée.

Ou l'histoire de cette Syrienne emmenée dans une maison de la banlieue d'Homs, à l'été 2012, avec une vingtaine d'autres femmes, torturées et violées collectivement sous l'œil d'une caméra dont le film a été envoyé à son oncle, un cheikh connu, prédicateur à la télévision, membre de l'opposition. « La pratique est très fréquente lors des raids dans les villages, et systématique dans les centres de détention des services secrets », affirme au *Monde* Abdel Karim Rihaoui, président de la Ligue syrienne des droits de l'homme, actuellement au Caire, qui estime à plus de 50 000 le nombre de femmes violées dans les geôles de Bachar Al-Assad depuis le début de la révolution.

« *Le baton électrique dans le vagin ou l'anus* : Les régions sunnites sont assurément les plus touchées, et il note, dans les récits, une forte implication des troupes du Hezbollah libanais et de la brigade Abou Fadel d'Irak. « Avec les tortures les plus sadiques, comme le rat introduit dans le vagin d'une jeune fille de Deraa âgée de 15 ans. Avec des viols collectifs en public comme celui de quarante femmes, le matin du 5 janvier 2014, à Yelda. Et avec pour conséquence des centaines de crimes d'honneur sur les femmes sortant de prison dans les régions de Hama, Idlib ou Alep. »

C'est au camp de réfugiés syriens de Zaatari, à 80 km d'Amman, qu'on a rencontré Salma, lourde, épuisée, le regard éteint. Née à Deraa il y a une cinquantaine d'années, mais ayant habité Damas avec son mari et leurs huit enfants, elle a été stupéfaite, en 2011, d'apprendre qu'en rétorsion du soulèvement dans sa ville natale, ses enfants étaient renvoyés de leur école, dans la capitale. « Au nom de quoi punissez-vous mes petits ? Ils ne sont pour rien dans les événements ! », est-elle allée se plaindre à la directrice. Elle n'avait pas terminé sa phrase que débarquaient les services secrets. Une cagoule sur la tête, elle a été conduite dans le sous-sol d'un centre de détention, jetée dans une cellule plongée dans l'obscurité et pleine de rats. Deux jours à l'isolement, sans boire ni manger, avant de rejoindre pour six mois la cellule minuscule occupée par deux autres femmes. « Nous ne pouvions pas nous *allonger*. Pas le droit de nous *laver*, y compris pendant nos règles. Et nous étions violées tous les jours aux cris de : "Nous les alaouites allons vous *écraser*." Une seule protestation et on avait le bâton électrique dans le vagin ou l'anus. On m'a tellement battue qu'on m'a cassé la jambe. Elle est devenue noire, on m'a opérée n'importe comment avant de me *remettre* dans ma cellule. Ma famille n'a eu aucune nouvelle pendant six mois. Comme je ne sais ni *lire* ni *écrire*, j'ai signé avec l'empreinte de mon index n'importe quel aveu. » A sa sortie, son mari avait disparu avec la voiture.

Traumatismes « incurables » : Mohamed, 45 ans, a été arrêté avec sa fille le 21 septembre 2012 au hasard d'une rue et conduite à l'aéroport militaire de Mazzé. Le portable de l'étudiante affichant le drapeau de la résistance et la photo d'un « martyr », les deux femmes ont été détenues pendant vingt jours, frappées, violées, enfermées dans une cellule de 4 mètres sur 4 avec dix-sept femmes et plusieurs enfants. L'une, épouse enceinte d'un membre de l'Armée syrienne libre suspecté d'avoir participé au kidnapping de quarante-huit Iraniens dans un autobus en août 2012, était accompagnée de ses enfants de 8 et 9 ans. Le mari d'une autre, directeur de prison sanctionné pour s'être opposé à des tortures outrancières, était détenu à l'étage au-dessous, de telle façon qu'il entende les cris de sa femme pendant qu'on la violait. « Tout était occasion de sévices sexuels », conclut-elle, les yeux humides, ravagée à l'idée que l'avenir de sa fille, qui a perdu 20 kg et nécessite un traitement psychiatrique, est définitivement compromis.

Les médecins décrivent des vagins « ravagés », des corps martyrisés, des traumatismes « incurables ». Yazan, psychologue de 28 ans venu s'installer à Amman pour « aider les victimes de la guerre », nous parle ainsi (en souhaitant rester anonyme) d'un de ses patients originaires d'Homs, dont les voisins avaient dénoncé des activités révolutionnaires, entraînant le kidnapping de sa femme et de son petit garçon de 3 ans. Arrêté quelques semaines plus tard, il a été emmené dans une maison privée utilisée pour des séances de torture. « Tu ferais mieux de parler ! Ta femme et ton fils sont là ! - Amenez-les d'abord ! » La jeune femme est exsangue : « Ne dénonce personne ! Ce que tu redoutais est déjà arrivé. » On les a violemment frappés tous les deux. Puis, alors qu'il était suspendu au mur par les poignets, on a violé sa femme devant lui. « Tu parles ou tu veux qu'on continue ? » La femme a alors bondi, s'est emparée d'une petite hache utilisée par les bourreaux et s'est ouvert le crâne. Le petit sera plus tard égorgé sous ses yeux.

Alors ? Initiatives barbares et dispersées menées par des soudards livrés à eux-mêmes ou arme stratégique pensée, déployée par une hiérarchie aux ordres ? Le président de la Ligue syrienne des droits de l'homme, Abdulkarim Rihaoui, n'a aucun doute : « C'est un choix *politique* pour écraser le peuple ! Technique, sadisme, perversité : tout est méticuleusement organisé. Aucun hasard. Les récits sont similaires et des violeurs ont eux-mêmes avoué avoir agi sur ordre. » Les avocates jointes en Syrie partagent cette conviction, malgré la difficulté à rassembler des preuves. « J'ai des photos de boîtes de stimulants [*sexuels*] dont se munissent les miliciens avant de *partir* en raid dans un village », affirme Sema Nassar. Plusieurs témoignages font également état de produits paralysants injectés dans la cuisse des femmes avant les viols.

Suicidée de n'avoir pu avorter : L'une des victimes, Amal, explique que, dans un centre de détention de Damas, un médecin - surnommé « Docteur Cetamol »- faisait le tour des cellules pour noter les dates des règles de chaque femme et distribuer des pilules contraceptives. « Nous vivions dans la crasse, dans le sang, dans la merde, sans eau et presque sans nourriture. Mais nous avions une telle hantise de *tomber* enceinte que nous prenions scrupuleusement ces pilules. Et quand j'ai eu un retard de règles, une fois, le docteur m'a donné des cachets qui m'ont fait mal au ventre toute une nuit. » Un témoignage capital pour établir la préméditation des viols en détention.

Des bébés naissent pourtant de ces viols collectifs, provoquant des drames en cascades. A Lattaquié, une jeune femme s'est suicidée de n'avoir pu avorter. Une autre a été précipitée par son père du balcon du premier étage. Des nouveau-nés ont été trouvés au petit jour dans des ruelles de Deraa.

« Mais comment *aider* ces femmes ?, se désespère Alia Mansour, membre de la Coalition nationale syrienne. Elles ont si peur en sortant de détention qu'elles restent murées dans leur malheur sans *pouvoir demander* de l'aide. » A Homs, nous raconte la poétesse syrienne Lina Tibi, une femme a cependant réussi à organiser en une semaine, dans le plus grand secret, cinquante opérations d'hymenoplastie sur des filles violées de 13 à 16ans. « C'était la seule façon de leur *sauver* la vie. » Mais les familles explosent. Des maris se détournent et divorcent. Telle belle-famille d'Homs a rassemblé les affaires de sa bru en vue de son expulsion du foyer avant même qu'elle ne sorte de prison. Des parents se précipitent pour marier leur fille au premier volontaire venu, fût-il âgé et déjà marié.

« *Le monde* se préoccupe des armes chimiques ; mais, pour nous, Syriennes, le viol est pire que la mort », murmure en un sanglot une étudiante en droit qui n'a encore osé confier son drame à personne. Surtout pas à son mari.

7 - Pourquoi les Islandaises ont arrêté de travailler à 14h38 le lundi 24 octobre - lemonde.fr
Partout en Islande, des femmes ont quitté leur travail à 14h38 lundi 24 octobre, a rapporté Iceland Review. Pourquoi ? Parce que, comparativement aux hommes, les femmes islandaises travaillent sans être payées après cette heure précise (sur une journée de travail de huit heures).Ce mouvement, à l'appel des syndicats et des organisations féministes, vise à dénoncer les inégalités de salaires entre hommes et femmes. En Islande, une femme gagne en moyenne 18 % de moins qu'un homme. Egalité prévue pour 2068 : Sur l'île, le 24 octobre est un jour spécial pour les femmes. A cette date, en 1975, 90 % des femmes se sont mises en grève pour rejoindre le centre de la capitale, Reykjavik, et manifester à l'occasion de ce qu'elles ont appelé « *Kvennafrídagurinn* » : « Le jour de repos des femmes ». Puis ce mouvement s'est répété en 2005 et 2008. En 1975, les femmes avaient quitté leur travail à 14h8. Puis en 2008, à 14h25. Donc, depuis 2008, soit en onze ans, les Islandaises ont réduit l'inégalité de salaire avec les hommes de trois minutes. A ce rythme, elles atteindront l'égalité parfaite en 2068.

8 - Octobre 1975, le jour où les Islandaises se mirent en grève - tv5monde
Voilà 40 ans, en Islande, entre 90 et 95 % des femmes de cette île européenne septentrionale se mirent en grève générale de leur double journée de travail, à la maison et chez leurs employeurs. Un modèle d'action universelle qu'il est bon de rappeler.
Le MLF (Mouvement de libération des femmes) touchait à son apogée en Europe et sur le continent nord-américain. L'année 1975 avait été décrétée celles "des femmes" par les Nations Unies. Les Islandaises réfléchissaient à la manière dont elles honoreraient cette "promotion" planétaire du "deuxième sexe".

Le mot "grève" leur faisait pourtant peur. L'action avait été proposée par un groupe radical, les Red sokkana (Bas rouges), et si l'idée leur plaisait, elles voulaient atténuer la portée d'un acte si total.

Elle l'appelèrent "un jour sans" ou "jour fermé" selon la façon de traduire. Une expression qui pourrait être plus acceptable pour la population et qui heurterait moins les employeurs. Le concept fit mouche massivement et joyeusement. Le 24 octobre 1975 restera dans la mémoire islandaise, genres féminin et masculin confondus...

Dans ce petit pays d'à peine plus de 200 000 habitants au mitant des années 1970, elles furent près de 30 000 à défiler dans les rues de la capitale Reykjavik, dans une atmosphère "incroyable", qui fait encore vibrer Sigrun Bjornsdottir. Elle était alors étudiante, avait 19 ans, et venait de découvrir qu'elle était enceinte. « C'était un moment difficile pour moi, mais être dans ce rassemblement me donnait l'impression d'être connectée à une force supérieure et m'a fait me sentir plus autonome ». Et puis vint le moment où Adalheidur Bjarnfredsdottir pris la parole en public pour la première fois de sa vie. Elle représentait Sokn, le syndicat des travailleuses non qualifiées, les plus mal payées d'Islande. De sa voix profonde et grave, elle commença ainsi : « Les hommes gouvernent le monde depuis la nuit des temps, et à quoi ressemble-t-il ce monde ? ». Et elle apportait sa propre réponse : un monde de sang, d'exploitation, de contamination, sur le point d'être ruiné.

Le jour le plus long... pour les hommes : Comment réagirent les hommes, lors de ce vendredi pas comme les autres ? Ils firent face avec difficulté... « La plupart des patrons ne firent pas toute une histoire de la disparition des femmes, se souvient encore Annadis Rudolfsdottir. Ils tentèrent d'abord de se préparer à l'arrivée massive de gosses excités qui accompagnaient leurs pères au travail. Ils achetèrent des bonbons et des crayons de couleur, pour les occuper. Les écoles, les commerces, les hôpitaux, les conserveries de poisson, etc, tournaient à la moitié de leurs capacités. Et les caissières des banques prenaient un malin plaisir à se rendre dans leurs établissements pour chercher de l'argent et se le faire remettre par leurs supérieurs, obligés de prendre leurs postes... Les pères étaient épuisés, ils appelèrent ce vendredi-là, le jour le plus long. »

En novembre 1980, rappelle la BBC, Vigdis Finnbogadottir, mère célibataire et divorcée, emporta l'élection présidentielle islandaise, et devint ainsi la première cheffe d'Etat à être élue démocratiquement dans le monde entier - il y avait certes déjà eu des Premiers ministres au féminin, mais jamais de présidente. Vigdis Finnbogadottir présida l'Islande de 1980 à 1996, et joua un rôle majeure dans l'histoire du monde. Elle recevait le 10 octobre 1986 Mikhaïl Gorbatchev, leader de l'Union soviétique, pour des discussions décisives avec celui des Etats Unis, Ronald Reagan.

Les hommes ouvrirent alors les yeux : Vigdis Finnbogadottir, lorsqu'on l'interrogeait sur cette victoire historique, répondait toujours avec certitude : jamais elle n'y serait parvenue sans ce jour ensoleillé du 24 octobre 1975, quand 90% des Islandaises décidèrent de montrer leur existence et leur force. "Même si les Islandaises eurent le droit de vote parmi les premières, en 1915, cela permit une nouvelle grande enjambée pour leur émancipation. Le pays fut paralysé, et les hommes ouvrirent alors les yeux."

La présidente islandaise se souvient précisément et avec joie de ce jour si important pour elle, sa mère et sa grand-mère. Dans un reportage télévisé, un homme marié à l'une des vedettes du mouvement de protestation était interpellé par l'un de ses collègues : "pourquoi laissez-vous votre femme se comporter ainsi en public ? Moi je ne laisserai jamais la mienne se comporter ainsi !" Et le mari accusé répondit du tac au tac : "Elle n'est pas de cette sorte de femme qui se marierait à un homme comme vous !".

#yatoujoursduboulot : Et aujourd'hui, 40 ans après, l'Islande est-elle toujours la contrée où le féminisme règne ? Le temps de la désillusion y pointe son nez, malgré des apparences trompeuses. Les femmes sont visibles aux sommets de l'Etat, se succèdent au poste de Premier ministre, comme la socialiste Jóhanna Sigurðardóttir de février 2009 à 2013, petite fille de l'une des responsables du syndicat des femmes non qualifiées, en première ligne de cet octobre rouge de

1975. Ces élues, ces administratrices, impriment leur marque dans la gestion des crises, en particulier celle de la faillite des banques en 2008, comme dans celle de la prospérité : solidarité, refus des compromissions, priorité du pragmatisme sur celle des petits arrangements politiques. En 2009, plusieurs d'entre elles prirent la tête d'établissements financiers discrédités. Et l'Islande a depuis retrouvé le chemin de la croissance.

Mais si la sphère politique leur est acquise (elles sont 44% au Parlement), le noyau dur de la finance leur reste fermé, comme partout ailleurs. En 2006, les femmes n'étaient que 14 % à diriger une entreprise, seulement 8% à siéger au comité de direction des cent plus grandes sociétés de l'île. Et elles ne gagnent toujours que 64 % du salaire masculin, à compétence et travail identiques... On rêve d'un nouveau "jour sans", et pourquoi, planétaire, cette fois.

TEXTES

9 - Déclaration de la Marche Mondiale des Femmes - 10^e réunion internationale à Maputo (Mozambique) - Femmes en résistances, construisant des alternatives pour un monde meilleur.

Nous les femmes de la Marche mondiale luttons contre l'hétéro-patriarcat, le capitalisme et le colonialisme et contre toutes les formes d'inégalités et de discriminations. Nous revendiquons nos droits pour reprendre le contrôle de nos corps, notre terre et nos territoires.

De ce monde chaotique, nous croyons qu'un autre monde est possible. Ensemble nous travaillons à construire nos alternatives féministes renforçant ainsi notre mouvement.

Les femmes vivent dans un contexte où les fondamentalismes religieux et politiques, la répression et la criminalisation des activistes, la persécution, les assassinats, la violence domestique et sexuelle, les conflits militaires, affectent leur vie et les empêchent de vivre dans un monde de paix d'égalité et de justice. Nous dénonçons le trafic sexuel, l'utilisation de nos corps dès l'enfance et nous luttons pour revendiquer le droit d'accès pour toutes les femmes à l'avortement.

Nous nous opposons aux transnationales qui détruisent la nature, exploitent nos corps et menacent notre santé. Ces transnationales s'accaparent la nature, nos territoires et sont responsables du changement climatique et des crises politiques, économiques et environnementales.

Nous sommes inquiètes de la destruction de la terre, l'exploitation des ressources naturelles et dénonçons la monoculture qui appauvrit les femmes. Nous construisons l'éco-féminisme, l'agro-écologie et la souveraineté alimentaire comme alternatives du bien-vivre.

Nous rendons hommage aux femmes qui ont été assassinées sauvagement de par le monde pour leur implication féministe, écologiste et/ou politique. Nous sommes solidaires de toutes les femmes qui luttent pour leur territoire, pour leur auto-détermination, pour leur liberté. Nous incluons toutes les défenseuses de la terre qui au péril de leur vie luttent pour l'accès aux ressources naturelles et contre les extractions minières et pétrolières. Nous construisons un éco-féminisme où les ressources de la terre ne sont pas accaparées et où la vie des femmes est protégée.

Le capital financier, les mesures d'austérité et la privatisation produisent la pauvreté et les violences envers les femmes. À la MMF nous travaillons à augmenter le pouvoir et l'autonomie économique des femmes. Nous croyons à la redistribution de la richesse et à l'économie solidaire.

Nous dénonçons la montée des fondamentalismes religieux et les politiques impérialistes et nous souhaitons un monde juste, sans oppression, sans aucune force militaire, où les femmes et les peuples ont droit à l'autodétermination et où les droits humains sont respectés.

Les 100 déléguées, venues de 40 pays, réunies à Maputo au Mozambique avons échangé sur nos différentes réalités, nos différents contextes économiques et politiques et grâce à nos sœurs mozambicaines qui nous ont raconté les situations dans lesquelles elles luttent nous avons compris que leur réalité était également celle des femmes de nombreux autres pays.

Nous condamnons la répression violente exercée contre les peuples et les femmes kurdes,

sahraoui et palestiniennes et sommes solidaires de toutes les femmes qui luttent contre la colonisation. Nous sommes toutes solidaires des femmes, qui sont emprisonnées, torturées, qui subissent des souffrances atroces et qui dans les conflits armés sont vendues, violées et tuées.

Le mouvement de la Marche mondiale des femmes trouve sa force dans la diversité. Et s'engage à une plus grande inclusion des minorités ainsi que des femmes en situation de handicap ou autres femmes marginalisées.

Notre volonté de travailler de manière intergénérationnelle se traduit par notre démarche volontariste, inclusive pour intégrer les jeunes femmes dans toutes nos instances. Réunies à Maputo, les femmes de la MMF affirment leur solidarité avec les femmes lesbiennes et bisexuelles et décident d'inclure, dans leurs formations, dans leur réflexion et leurs actions les expériences et analyses de ces femmes. Elles se donnent comme objectif de favoriser la visibilité lesbienne.

Les guerres, les famines, la pauvreté jettent sur les routes de l'exil les réfugiés qui subissent les pires violences. La Marche Mondiale des Femmes se solidarise avec toutes les femmes réfugiées. Elle dénonce le racisme des pays dits d'accueil et exige la destruction des murs qui s'élèvent partout.

La situation économique catastrophique, la montée de la droite, les violences politiques, les gouvernements répressifs, produisent un monde violent, injuste et sans avenir.

La situation que vivent les femmes est le résultat des effets du système capitaliste, patriarcal et colonialiste. Dans ce contexte hostile, nous répliquons par nos alternatives. Nous résistons à la répression et nous nous auto-organisons pour passer à l'action et établir des liens avec les mouvements sociaux. Nous résistons pour un monde meilleur basé sur les valeurs de la MMF qui sont l'égalité, la justice, la paix, la solidarité et la liberté.

Nos alternatives développent l'autonomie et l'auto défense des femmes et des peuples pour un bien-vivre et pour la durabilité de la vie. La formation politique féministe est l'outil que nous privilégions. Les femmes unies en résistances mènent des luttes contre le capitalisme, l'hétéro-patriarcat, le racisme et le colonialisme et construisent des alternatives pour un monde meilleur.

Tant que toutes les femmes ne seront pas libres, nous serons en marche.

10 - Et si Jean-Frédéric Poisson se taisait à propos de l'avortement ? - Claire Serre-Combe - Huffington Post

Nous sommes en 2016. Depuis 41 ans, les femmes peuvent librement avorter en France, sans avoir à demander la permission à un père, frère, mari, copain, médecin. Elles peuvent avorter, que la grossesse résulte d'une relation consentie ou d'un viol. Elles peuvent avorter parce qu'en France, une femme dispose librement de son corps. Depuis 1975 et la loi Veil, renforcée depuis, on ne meurt plus en France des suites d'un avortement clandestin, alors que 47.000 femmes continuent chaque année de décéder de par le monde, après avoir tenté d'avorter dans les pires conditions d'hygiène possibles. Mais ça, Jean-Frédéric Poisson s'en fout. Ce qui importe à Monsieur Poisson, c'est que la société, c'est-à-dire l'homme en fait, puisse continuer de contrôler la vie, la sexualité et l'avenir des femmes. Alors Monsieur Poisson est quand même sympa: il affirme qu'il n'abrogera pas la loi Veil s'il venait à être élu. Ouf ! Nous voilà rassurées. Ou pas. Car nous voyons clair comme dans l'eau de roche dans ses propos sur l'avortement: plus de centres IVG, plus de campagnes d'information sur le droit à l'avortement, déremboursement, etc.

Dire que nous sommes étonnées par les propos de Monsieur Poisson est exagéré. Il est quand même président du Parti Chrétien Démocrate, une formation politique réputée pour son engagement constant envers un ordre moral qui sent la naphthaline. Mais la colère face à de tels propos demeure intacte. Le modèle de Poisson serait-il la Pologne, qui, sous la pression de l'Église catholique, a tenté d'interdire l'avortement ? À moins que ce ne soit l'Irlande, un pays qui préfère laisser agoniser une femme dans d'atroces souffrances alors qu'un avortement médical aurait pu lui sauver la vie ? Ou

peut-être Malte, le seul pays en Europe où l'avortement est considéré comme un crime, même en cas de viol ?

En tant qu'homme, Jean-Frédéric Poisson ferait mieux de se taire quand il est question d'avortement. Car s'il y a une chose dont nous sommes sûres, c'est que Monsieur Poisson ne sait pas et ne saura jamais ce que c'est de tomber enceinte quand on ne le désire pas. Il ne sait pas et ne saura jamais qu'avorter peut encore relever d'un parcours de la combattante. Il ne peut pas ressentir l'effroi que nous, femmes nées après 1975, pouvons ressentir quand nos mères et nos grand-mères nous racontent les avortements subis sur une table de cuisine. Pourtant, Monsieur Poisson se permet de parler à notre place. Il se permet même de parler à la place d'une femme violée et qui découvre qu'elle est enceinte, consécutivement à ce viol.

Nous pourrions nous dire que les propos de Monsieur Poisson, crédités de quelque 3 % d'intentions de vote à la primaire de la droite, n'ont que peu de conséquence. Soyons honnête: Monsieur Poisson est loin d'être un personnage politique de premier ordre en France. Oui, mais... Nous ne pouvons pas rester silencieuses face à de tels propos. Ce sont précisément des individus comme Jean-Frédéric Poisson, avec leur idéologie misogyne et mortifère, qui sont responsables, à l'échelle mondiale, des 47.000 décès par an suite à un avortement clandestin. Ce sont ces individus qui, au nom d'une religion, quelle qu'elle soit, d'un dogme archaïque, condamnent des femmes à la clandestinité pour avorter, et donc à la mort pour des dizaines de milliers d'entre elles.

Une femme qui veut avorter avortera. Être responsable, c'est lui offrir toutes les conditions nécessaires à cet avortement, certainement pas d'être dans la culpabilisation et l'interdiction.

DÉBATS, CONFÉRENCES, SORTIES MILITANTES

11 - Outils et pistes d'actions féministes contre les violences faites aux femmes : réflexions et échanges d'expériences - Maison des femmes de Paris - 17 novembre

• Le groupe de parole, un outil pour se reconstruire face aux violences masculines : avec Michèle Larrouy, animatrice de l'action contre les violences faites aux femmes à La Maison des femmes de Paris et écoutante des groupes de parole ; une représentante de l'association Femmes Sourdes Solidaires et Citoyennes (FSCS) ; une représentante du Collectif féministe contre le viol (CFCV).

• Les enfants face à la violence exercée contre leur mère dans le couple parental, «exposition à la violence conjugale dans l'enfance, quel impact sur le devenir » - avec Joanna Marie-Rose, éducatrice spécialisée, intervenante dans le groupe d'échanges de la Maison des femmes « de mère à femme » ; Marine Lemant, psychologue clinicienne ; Patricia Chalon, psychothérapeute.

Jeudi 17 novembre, 14h30 - 17h30, Maison des associations du 12ème arrondissement, 181 avenue Daumesni, 75012 Paris (métro Daumesnil), Salle du 1er étage. Inscription conseillée auprès de maisondesfemmesdeparis@orange.fr

12 - Débat : « Le système prostitueur : Un enjeu social et politique » - Regards de Femmes - Lyon - 17 novembre

Grand témoin : Gérard Biard, Rédacteur en chef de Charlie Hebdo, Membre de Zéromacho

« Le système prostitutionnel n'est pas le produit d'une somme d'individus agissant en fonction de leur libre arbitre. Il s'agit bien d'un système économique très structuré, de type ultralibéral — seules comptent la loi du plus fort et du plus riche —, qui s'appuie sur une construction sociale qui perdure depuis la nuit des temps : le patriarcat et la domination masculine. C'est une construction sociale que l'on connaît malheureusement trop bien, une construction sociale qui dit qu'en termes sexuels, l'homme a des besoins et la femme des devoirs. » Gérard Biard, Le système prostitueur violence machiste archaïque, Colloque organisé par RdF, octobre 2012

Depuis, le 6 avril 2016 la loi visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel, a enfin été votée Cette loi d'émancipation des femmes et des hommes nie à quiconque le droit de disposer du corps de l'autre. Renforcer la lutte contre le proxénétisme, proposer un meilleur accompagnement des personnes prostituées, éduquer les jeunes à l'égalité et à la sexualité, responsabiliser les "clients" prostitués sont les différents axes de la loi qui abroge également le délit de racolage passif, dépénalisant ainsi les personnes prostituées.

Avec Gérard Biard, nous allons nous interroger sur les effets de la loi sur les rapports sociaux de sexe.

17 novembre - 19h45 - 23h ; Restaurant Le Cercle du 6^{ème}, 71 rue Bugeaud - Lyon 6ème - Tél. : 04 78 26 46 28, (Métro Masséna, Parking de l'Europe à 100 m) ; Réservation : Regards de femmes 33 rue Bossuet 69006 Lyon, rdf@regardsdefemmes.com ou 06 10 39 94 87

13 - Soirée/Film sur Maya Surduts - Atalante - Paris - 17 novembre

18h30 à 19h30 : accueil et présentation de la soirée

20h à 21h30 - 1^{ère} partie : Maya, de Riga à Cuba, Portrait autobiographique historique. Durée estimée 1h30.

Pause : 21h20 - 21h30 : Musiques avec Véronique Pestel, auteure compositrice interprète. ; Musique du film

De 21h25 à 22h15 - 2^{ème} partie : Maya à Paris dans la galaxie féministe. Best off des moments militants féministes. Durée estimée 35 mn

22h30 - Fin de la soirée

Suite de la soirée à l'Auberge Notre-Dame, 69 Quai de la Tournelle, Paris 5^{ème}, Bus et parking Place Maubert. Tarif préférentiel : buffet ou repas tout compris 15 euros , inscription à auditorium début soirée)

Auditorium de la Mairie de Paris - 4 rue Lobau - 75004 Paris - Métro Hôtel de Ville

14- Femmes handicapées : la violence en plus ! - 18 novembre - Coutances - Comité Manche Droits des femmes et FDFA

L'impensable ! 4 femmes handicapées sur 5 sont victimes de violences, au sein du couple, de la famille, de la société ! A l'occasion de la journée internationale contre les violences faites aux femmes, le comité Manche Droits des Femmes vous invite à une conférence débat avec Maudy Piot, psychologue, Présidente de l'association « Femmes pour le Dire, Femmes pour Agir »

Vendredi 18 novembre 20h30 Mairie de Coutances, salle R2

15 - Rencontre-débat : «Au-delà des violences...» - FDFA - Paris - 22 novembre

Engagée depuis 2010 dans la lutte contre les violences et maltraitances dont sont victimes 4 femmes handicapées sur 5, FDFA poursuit son travail de réflexion sur cette thématique méconnue et pourtant incontournable. Dans le cadre de la journée internationale pour l'élimination des violences envers les femmes, l'association Femmes pour le Dire, Femmes pour Agir - FDFA propose une rencontre-débat sur la question de la vie après et sans les violences.

Dans un dialogue interdisciplinaire et en donnant la parole aux femmes handicapées victimes de violences, la réflexion portera sur des questions essentielles telles que : Comment sortir de la spirale des violences et des maltraitances ? ; Au-delà des violences, comment se reconstruire ? ; Quel(s) accompagnement(s) pour les agresseurs ?

Animation : Catherine Zinck-Goupil ; Ouverture par Maudy Piot, présidente de FDFA

Principales et principaux intervenant-es : Hélène de Rugy, Déléguée générale au Mouvement du Nid ; Lise Poirier-Courbet, psychosociologue et sociologue clinicienne, auteure de *Vivre après un viol - Chemins de reconstruction* (Erès) ; Maxime Gaget, auteur de *Ma compagne, mon bourreau* ;

Intervention d'un-e psychologue en commissariat ; Ophélie Printranier, reconstruction par l'écriture, auteure de *Un jour à la fois* ; Témoignages de femmes handicapées ayant mis fin à leur vécu de violences ; Ecoute Violences Femmes Handicapées : Sandra Lacanilao, sociologue, et Loredana Fabbian, administratrice et écoutante

Conclusion par Maudy Piot

Formulaire d'inscription ; Contact : contact@fdfa.fr ; Site WEB : <http://fdfa.fr>

22 novembre 2016 ; Horaires : 16h - 20h, Association Patronage Laïque du 15^{ème}, Maison pour Tous, 61, rue Violet, 75015 Paris

CINÉMA, THÉÂTRE, LIVRES, TÉLÉ...

16 - Cinéma : Les portes d'Arcadie de Carole Grand - 17 novembre - Paris

Réussir à mettre les bons mots sur ce qu'on a vécu et persuader de l'authenticité de son histoire n'est pas simple. Et pourtant le seul moyen d'obtenir l'asile en France pour les lesbiennes ou pour les gays persécuté-es et menacé-es dans leur propre pays est de raconter son expérience intime de façon très détaillée.

Soir après soir, avec l'aide d'Ewa, bénévole de l'association ARDHIS, des femmes et des hommes ayant fui leur pays livrent leur vie. Ensemble, elles/ils reconstituent patiemment leur parcours car face à l'administration française, elles/ils doivent exposer ce récit fait de violence, d'intimidations et convaincre de la véracité des faits.

Carole Grand : Après des études littéraires et théâtrales, puis de cinéma documentaire, Carole travaille comme assistante à la réalisation et documentaliste sur des documentaires destinés au cinéma ou à la télévision. *Les Portes d'Arcadie* est son premier film en tant que réalisatrice. Elle réalise actuellement un court-métrage expérimental en 16mm intitulé *Ressac* et développe en parallèle un projet documentaire autour de la question du bouc-émissaire.

La séance sera suivie d'un débat avec la réalisatrice.

Version originale française sous-titrée en anglais, France, 2015, 59 mi

Jeudi 17 novembre 2016 à 20h au cinéma LUMINOR Hôtel de Ville (Paris)

17 - Livre : Pax neoliberalia. Perspectives féministes sur (la réorganisation de) la violence - Jules Falquet

Solidement ancré dans les recherches féministes sur la mondialisation et sur la dynamique des rapports sociaux de sexe, de race et de classe, ce livre est un essai sur l'emploi méthodique de la coercition au service de la mondialisation néolibérale.

L'instrumentalisation d'une violence en apparence "aveugle", mais en fait très contrôlée, dessine le fil rouge reliant entre eux les quatre textes qui le composent. Proximité troublante de la torture avec la violence domestique (au Salvador)... Création de la classe masculine des "frères d'armes" par le service militaire (en Turquie)... Diffusion des techniques de guerre de basse intensité (au Mexique)... Perpétuation (néo)-coloniale des violences contre les femmes indiennes (au Guatemala)... Jules Falquet croise différents niveaux d'analyse pour rapprocher des perspectives généralement cantonnées à des sphères séparées. En révélant les continuités qui rattachent la violence misogyne aux méthodes coercitives militaro-policières, cette approche met à jour les logiques genrées de la « gouvernance » mondialisée, ici nommée, par antiphrase, *Pax neoliberalia*.

Format: 14 x 18 cm - 192 p. - ISBN 979-10-90062-34-4 - Prix: 15,00 € - En librairie le 24 novembre

Coordination Française Marche Mondiale des Femmes, 25/27 rue des Envierges, 75020 Paris ;

Tel : 06 80 63 95 25, mail : marchfem@rezisti.org ; site : <http://marchmondialedesfemmesfrance.org/>

